

# Le patron d'Areva quitte ses fonctions pour « raisons de santé »

Le Monde.fr | 20.10.2014 à 16h37 • Mis à jour le 21.10.2014 à 03h58 |

Par **Jean-Michel Bezat**



Pour des « raisons de santé », Luc Oursel « considère qu'il n'est plus en mesure d'assumer les responsabilités » à la tête de l'entreprise. | JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

Luc Oursel, le président du directoire d'Areva, va quitter son poste pour des raisons de santé. Il « considère qu'il n'est plus en mesure d'assumer les responsabilités de président du directoire d'Areva. Il vient d'en informer le gouvernement », a précisé dans un communiqué Areva.

« Dans des circonstances personnelles très difficiles, malgré mon très fort attachement à Areva, j'ai dû me résoudre à ne pas poursuivre mes fonctions à la tête de l'entreprise et à me mettre en arrêt de travail pour raisons thérapeutiques », a expliqué M. Oursel, cité dans le communiqué.

« Je dois mener maintenant un combat personnel contre la maladie mais toutes mes pensées vont aux équipes d'Areva. J'ai été heureux et fier de les engager, dans un contexte difficile, dans le redressement de l'entreprise, au service du pays, et je suis convaincu qu'elles réussiront. »

La décision de succession de M. Oursel sera prise « dans les heures qui viennent », a annoncé le premier ministre, Manuel Valls.

« J'ai reçu M. Oursel ce week-end, qui m'a appris la nouvelle et sa maladie, c'est un homme courageux qui a été un dirigeant très professionnel, très engagé sur la filière nucléaire. Il y aura une continuité, une succession à la tête de cette grande entreprise qu'est Areva ».

PUBLICITE



**L'INVITATION: une escapade Relais & Châteaux offerte\***

Avec la Carte Platinum American Express, accédez gracieusement à plus de 700 salons privés d'aéroports, quelles que soient votre compagnie aérienne et la classe choisie. Découvrez tous vos privilèges!

#ayl\_lemonde\_8812848355411629 a:not(.lien\_interne), article  
#ayl\_lemonde\_8812848355411629 img{ border: 0; }

Lire son portrait : [Luc Oursel, le démineur](#)

**Un départ qui intervient alors que la gouvernance va changer**

Le départ de M. Oursel intervient alors que l'intéressé attendait de savoir quel

sort lui serait réservé par l'Etat, actionnaire à 87 % d'Areva, en direct et à travers le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). En décembre doit en effet être entériné le changement du mode de gouvernance d'Areva. De société à directoire et conseil de surveillance, le constructeur de centrales deviendra une entreprise dotée d'un directeur général et d'un président de conseil d'administration.

Cette réforme avait été envisagée dès la nomination de M. Oursel, en juin 2011, pour tourner la page d'une gestion jugée trop personnelle – et parfois incontrôlable – d'Anne Lauvergeon durant ses deux mandats (2001-2011).

L'Etat devait trancher et dire s'il prolongeait M. Oursel. Dans ce cas, ce devait être au poste de directeur général. Le poste de président du conseil d'administration revenant à Pierre Blayau, président du conseil de surveillance depuis 2013, avec une prérogative supplémentaire par rapport à son mandat actuel : l'approbation des comptes.

Mais rien n'était joué : le nom de Philippe Knoche, directeur général délégué et numéro deux d'Areva, circule depuis plusieurs semaines pour remplacer M. Oursel. Ce polytechnicien, ingénieur des Mines, connaît parfaitement la maison : il était de la première équipe de M<sup>me</sup> Lauvergeon, en 2000, lors de la création d'Areva par la fusion de Cogema, Framatome et CEA Industries.

#### **Un départ concomitant au remplacement du PDG d'EDF**



Henri Proglio, le patron d'EDF, en octobre 2013, à Saclay (Essonne). | PATRICK KOVARIK/AFP

Mais le départ de M. Oursel survient aussi alors que le PDG d'EDF, Henri Proglio, a été remercié par l'Etat. Il sera remplacé par Jean-Bernard Lévy, le patron de Thales.

Or, les patrons d'Areva et d'EDF devront s'entendre. Après la guerre sans merci Lauvergeon-Proglio entre 2009 et 2011, très dommageable pour le fonctionnement de la filière nucléaire française et son image à l'étranger, EDF et Areva avaient pacifié leurs rapports avec l'arrivée de M. Oursel.

En témoignaient, selon le patron d'Areva, les 15 milliards de commandes que le géant de l'électricité a passé à son fournisseur historique ces trois dernières années. Dans le secteur du nucléaire civil, les liens entre exploitants de centrales et équipementiers se resserrent de plus en plus. On le voit avec les nouveaux concurrents coréens, chinois et russes d'Areva et d'EDF. Ils doivent coopérer étroitement pour partir à la conquête de marchés de plus en plus difficiles à décrocher.

#### **Lire l'analyse : Henri Proglio : cinq ans, cinq dates pour une présidence agitée**

#### **Un départ qui survient alors que la situation financière est chahutée**

Areva doit toujours faire face à un fort endettement (4,7 milliards d'euros). C'est pourquoi, le 7 octobre, le conseil de surveillance a décidé un nouveau train de mesures pour « *renforcer la structure financière.* »

Le groupe a décidé de réduire de 200 millions d'euros les investissements sur 2015 et 2016. Ils tomberont sous la barre des 1 milliard (contre 1,1 milliard en 2014). La cession d'actifs non-stratégiques et de participations minoritaires se poursuivra, avec un « *minimum de 450 millions d'euros* ». Enfin, Areva fera une émission d'obligations « *dans les meilleurs délais* » en fonction de la situation du marché.

Après trois ans de relative sérénité, l'entreprise affronte de nouvelles turbulences depuis le début de l'année. Au premier semestre, elle a accusé une perte nette de 694 millions d'euros, et 2014 s'achèvera sur un recul de 10 % du chiffre d'affaires.

Les énergies renouvelables ont perdu beaucoup d'argent et Areva a décidé d'arrêter ses activités dans le solaire à concentration. De gros projets pèsent sur les comptes, notamment les travaux de modernisation d'une centrale en Suède, dont l'exécution se passe mal. Aux Etats-Unis, l'activité a reculé de 12 % au premier semestre (par rapport à 2013).

#### Des questions lourdes liées à l'EPR et à l'éolien



Le chantier de l'EPR Oikiluoto 3, en Finlande. | ANNE HAUTEFEUILLE/AFP

De lourdes hypothèques pèsent sur le groupe. Pourra-t-il mettre en service en 2018 (avec l'aide d'EDF) le réacteur EPR finlandais pour lequel il a provisionné 2,8 milliards d'euros ? Quand redémarreront les réacteurs japonais ? Et combien, sur les 48 tranches en état de fonctionner ? Depuis Fukushima, le chiffre d'affaires dans l'Archipel nippon est tombé de 1 milliard à moins de 200 millions.

L'avenir de l'activité dans les éoliennes offshore est aussi en jeu. Faut-il la poursuivre, comme le souhaitait M. Oursel ? Ou l'arrêter, comme le défendait M. Blayau, dont les relations étaient difficiles avec M. Oursel.

>> Lire aussi : [Le réacteur nucléaire EPR finlandais entrera en service en 2018, promet Areva, avec neuf ans de retard](#) (édition abonnés)

**Jean-Michel Bezat**  
Journaliste au Monde

Suivre